

Pourquoi la croissance n'est pas la solution

Michel Husson

Editorial de la *Lettre du Conseil scientifique d'Attac* n° 37, décembre 2010

Il y a un paradoxe associé à cette crise : son ampleur, comme les espoirs d'en sortir, se mesurent selon le taux de croissance du PIB. Tous les économistes hétérodoxes et/ou atterrés soulignent le risque énorme que les politiques d'austérité plongent de nouveau l'Europe dans la récession. Et en même temps, tous les projets alternatifs, à des degrés divers, remettent en cause la croissance. C'est cette contradiction qu'il faut démêler, pour montrer que la sortie par le haut ne passe pas par plus de croissance mais par un autre développement.

Grow, dammit, grow! titrait récemment *The Economist*¹. Tout le dossier est une réflexion sur les meilleurs moyens de relancer la croissance de la machine capitaliste que l'hebdo libéral résumait ainsi : réformes structurelles et politiques macroéconomiques prudentes. Plusieurs études récentes, émanant notamment du FMI² montrent en effet que les coupes budgétaires brident la croissance et que la *rilance* (rigueur + relance) de Mme Lagarde est un leurre.



Cette critique « keynésienne » est l'axe du *Manifeste des économistes atterrés*³, qui ont parfaitement raison de l'être. Et leurs propositions, qui consistent notamment à encadrer le fonctionnement de la finance et à trouver d'autres financements pour les déficits, sont légitimes et rationnelles.

Cela dit, le fait de souligner le biais récessionniste des politiques menées est une chose. Mais il n'est pas possible de franchir le pas qui consisterait à faire du retour à la croissance la solution à tous nos maux. La première raison est qu'il ne suffit pas de sauter sur sa chaise comme un cabri en disant « croissance ! croissance ! croissance ! » pour que celle-ci soit au rendez-vous. Dans une note consacrée à ce sujet, Patrick Artus avoue qu'on ne sait pas vraiment comment s'y prendre. Les obstacles sont bien identifiés mais « il subsiste une très forte incertitude sur les politiques économiques visant à résoudre ces problèmes »⁴. On n'a en effet, « que des idées très incertaines des facteurs explicatifs les plus importants de la faible croissance des entreprises des pays du Sud de la zone euro : les règles du marché du travail, la fiscalité, l'éducation ne semblent pas jouer de rôle ». Cette modestie a au moins le mérite de trancher avec les délires dérégulateurs de Jacques Attali.



Deuxième raison : la croissance a en grande partie quitté les pays avancés pour devenir l'apanage du reste du monde et notamment des pays émergents. En 1989 les pays avancés représentaient 60 % du PIB mondial ; trente ans plus tard, en 2009, ils ne sont plus qu'à 45 %. Sur les dix années précédant la crise, le PIB a progressé à un rythme annuel de 2,6 % dans les pays avancés soit à peu près moitié moins que dans le reste du monde dont la croissance moyenne a été de 5 % par an. La crise ne fait qu'accentuer ce phénomène. Les dernières prévisions du FMI pour 2011 donnent une croissance de 2,2 % dans les pays avancés, et de 6,4 % pour le reste du monde⁵.

¹ « How to grow », *The Economist*, 9 Octobre 2010.

² FMI, *Recovery, Risk, and Rebalancing*, *World Economic Outlook* October 2010.

³ *Manifeste des économistes atterrés*.

⁴ « Pays du Sud de la zone euro : des problèmes bien identifiés ; mais beaucoup d'incertitudes sur les bonnes solutions », *Flash Natixis* n°508, 4 octobre 2010.

⁵ FMI, déjà cité.

Dans ce même rapport, le FMI pose la question à 1000 dollars : « la croissance lente des économies avancées induit-elle nécessairement une croissance lente dans les économies émergentes » ? Et la réponse est qu'il y a « de bonnes raisons de penser que les bonnes performances des économies émergentes vont continuer ».

Troisième raison : la répartition. Admettons qu'il y ait un supplément de croissance mais que celui-ci soit capté par une fraction réduite de la population, comme c'est devenu la règle depuis plus de 20 ans. Cela ne change donc rien du point de vue du niveau de vie de l'immense majorité. La seule différence, c'est qu'on peut espérer des créations d'emplois supplémentaires. Or, rien ne garantit que ces créations d'emplois seront pérennes, ce qui n'est pas vérifié à moyen terme en France⁶. Mais même en admettant que ce soit le cas, on est dans une situation « à la Malthus » où le destin des salariés dépend de la consommation des riches. Dans ces conditions, mieux vaudrait réduire le temps de travail et répartir autrement le revenu que trimer plus pour une croissance captée par une minorité.

Le fond de la question est que le capitalisme a besoin de croissance et que c'est avec ce critère qu'il évalue la bonne santé de l'économie. De même qu'on tombe si on cesse de pédaler, le capitalisme entre en crise quand il ne réussit plus à dégager des gains de productivité. L'idée d'un état stationnaire du capitalisme est par conséquent un oxymore. C'est pourtant la référence de critiques de la croissance comme Herman Daly⁷, ou plus récemment Tim Jackson⁸ qui écrit dans son rapport (par ailleurs passionnant) : « La productivité du capital va probablement baisser. Les rendements seront moins élevés et étalés sur une période de temps plus longue. La rentabilité – au sens traditionnel du terme – sera réduite. Cela pose problème dans une économie fondée sur la croissance, mais n'aurait aucune importance dans une économie de prospérité ». Mais c'est absurde : le capitalisme ne peut fonctionner ainsi⁹ et remettre en cause la croissance, tout en voulant conserver le capitalisme n'a pas de sens. La critique de la croissance sera anticapitaliste ou ne sera pas.

Et c'est pourquoi aussi ce système est fondamentalement incapable de traiter la question climatique. Comment imaginer par exemple un capitalisme qui freinerait sa rotation et donc sa rentabilité en fabriquant des produits conçus pour durer ? Comment ne pas constater que l'écotaxe s'est effacée devant la prime à la casse ?

Tous calculs faits, il ne semble pas possible d'atteindre les objectifs de réduction d'émissions sans freiner drastiquement la croissance. Sur longue période, les émissions de CO2 augmentent exponentiellement, en phase avec le PIB mondial. Elles se cumulent et font augmenter la concentration dans l'atmosphère. Cependant, la progression des émissions de CO2 n'est pas exactement proportionnelle à celle du PIB, comme le montre l'évolution du volume d'émission de CO2 par unité de PIB.

Cette *intensité-CO2* atteint son maximum à la veille de la première guerre mondiale. Elle descend ensuite puis remonte après la crise des années 1930 et se stabilise à un niveau élevé au cours des « Trente glorieuses ». A partir du choc pétrolier de 1973, l'intensité-CO2 se met à baisser pour retrouver aujourd'hui le niveau enregistré en 1880. Depuis 40 ans, les émissions de CO2 augmentent donc moins vite que le PIB mondial. Entre 1970 et 2007, ce dernier a progressé au rythme annuel de 3,5 %, alors que les émissions de CO2 n'ont augmenté « que » de 2 % par an. L'intensité-CO2 a donc baissé de 1,5 % par an.

La relation de base est donc simple : émissions de CO2 = PIB * intensité-CO2. Elle permet de calibrer les évolutions du PIB et de l'intensité-CO2 compatibles avec l'objectif de réduction d'émissions.

⁶ [Et si la croissance ne créait pas d'emplois ?](#), note *hussonet* n°23, octobre 2010.

⁷ Herman Daly, *Steady-State Economy*, 1991; *Beyond Growth*, 1996.

⁸ Tim Jackson, *Prosperity without growth*, Earthscan, 2009. Voir le commentaire de Jacques Cossart dans son [éditorial](#) de la *Lettre du Conseil scientifique* n°36.

⁹ Richard Smith, « [Beyond growth or beyond capitalism?](#) », *real-world economics review* n°53, juin 2010.

Rappelons les objectifs que propose le GIEC. L'objectif minimal est une réduction de 50 % des émissions entre 2000 et 2050. Il correspond à une stabilisation de la concentration de CO₂ à 490 ppm et un réchauffement de 2,4 degrés. L'objectif ambitieux (et généralement considéré comme réaliste) est une réduction de 85 % des émissions qui vise à stabiliser la concentration à 450 ppm et à réduire à 2 degrés le réchauffement. Pour atteindre ces objectifs, les émissions de CO₂ devraient donc baisser jusqu'en 2050 à un rythme annuel de 2,1 % et 4,8 % respectivement, alors qu'elles n'ont jamais cessé d'augmenter jusqu'ici (en tout cas avant la crise).

L'évolution de l'intensité-CO₂ est évidemment décisive. On compare ici deux scénarios : une hypothèse « basse » de réduction au même rythme que celui des 40 dernières années, soit 1,5 % par an, et une hypothèse « haute » d'une réduction deux fois plus rapide (3 % par an). On peut considérer que même la première hypothèse est optimiste en ce sens qu'elle postule l'absence de « rendements décroissants » de la réduction de l'intensité énergétique. Il est possible au contraire de soutenir que cette réduction sera de plus en plus difficile et que les premières tonnes de CO₂ sont les plus faciles à économiser. Dans l'hypothèse « haute » (réduction de 3 % par an), l'intensité-CO₂ retrouverait en 2050 son niveau du début de la révolution industrielle.

Malgré son caractère rustique, cette simulation donne des ordres de grandeur significatifs. L'idée générale qui en ressort est que *la réalisation des objectifs du GIEC est incompatible à des degrés divers avec la poursuite de la croissance*¹⁰. Dans le scénario le plus exigeant en matière de réduction d'émissions (- 85 %) et sans accélération de la tendance à la baisse de l'intensité de CO₂, il faudrait que le PIB mondial baisse de 3,3 % par an, soit de 77 % entre 2007 et 2050 ! Seul le scénario de réduction de 50 % avec baisse accélérée de l'intensité de CO₂ est compatible avec une croissance positive du PIB mondial de 0,9 %, mais celle-ci devrait de toute manière être largement inférieure à la tendance observée sur les dernières décennies.

Les objectifs de réduction de CO₂ fixés par le GIEC semblent donc hors d'atteinte, à moins d'une inflexion monumentale du rythme de croissance, voire d'une inversion.

La crise sociale et écologique appelle donc un renversement de perspective : plutôt que de chercher les moyens de relancer la croissance pour créer des emplois, il faut remettre les choses à l'endroit. Autrement dit, partir des besoins sociaux démocratiquement définis et réfléchir à leur satisfaction optimale, tout en intégrant les contraintes énergétiques et environnementales. Il ne peut exister de projet alternatif sans une double remise en cause : d'abord de la répartition des revenus actuelle, qui fait dépendre le bien-être de la majorité – et notamment l'emploi – du rendement des actions ; ensuite de la propriété privée, parce que celle-ci dépossède la société du choix de ses priorités, et fait obstacle à la nécessaire mise en place d'une planification écologique.

¹⁰ pour plus de détail, voir [Croissance sans CO₂ ?](#), note hussonet n°24, octobre 2010.